ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice le 20 décembre 1949 d'une demande d'avis sur un "projet de loi relatif à l'émission d'obligations de sociétés coopératives", a donné en sa séance du 23 janvier 1950 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e December 1949 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een "wetsontwerp betreffende de uitgifte van obligatiën van samenwerkende vennootschappen", heeft ter zitting van 23 Januari 1950 het volgend advies gegeven:

I.

Selon l'exposé des motifs, l'article 1er du projet n'apporterait qu'une modification de forme aux dispositions du dernier alinéa de l'article 89 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

La modification est, en réalité, beaucoup plus profonde.

L'article 87 de la loi de 1913 disposait qu'il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives et que les dispositions des articles 43 et 45 relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations.

Le texte de cet article 87 (actuellement article 89 des lois coordonnées) n'est pas conforme à celui qui était proposé primitivement par le gouvernement et qui avait été adopté par la Commission du Sénat et par le Sénat lui-même au premier vote. Ce dernier texte disait que les dispositions des articles 42, 43 et 45 de la loi relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations. La modification a donc consisté en la suppression du chiffre "42" et dans l'addition des premiers mots qui composent cet article : "Il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives ".

La conséquence de cette modification, c'est que la loi abandonne à l'appréciation des sociétés la manière dont elles doivent tenir leur registre d'obligations nominatives; c'est qu'en outre, le registre des obligations nominatives ne doit pas se trouver à la disposition, soit des obligataires, soit des actionnaires qui ne peuvent en prendre connaissance (Rep.pr. Dr.b., V° Sociétés anonymes, n^os 2050 et 2051; Resteau, Sociétés anonymes, T. III, n°1601).

L'article 42 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales étant inapplicable aux obligations (Rep.prat.Dr.b loc.cit., n°2076 et 2079), il en résulte également que la société anonyme n'est pas tenue de mentionner sur le registre la conversion des obligations nominatives en obligations au porteur, quoique cette mention apparaisse comme indispensable pour prévenir toutes difficultés. La loi n'exigeant pas la mention de la conversion, à plus forte raison n'exige-t-elle pas la date de celle-ci (Resteau, loc. cit., n° 1629).

Il résulte des développements qui précèdent que l'article ler du projet modifie le régime actuellement en vigueur pour les sociétés anonymes, puisqu'il rend l'article 42 des lois coordonnées applicable aux obligations, alors que la doctrine ne le considérait pas comme tel auparavant.

Pour éviter cette conséquence qui ne correspond pas aux intentions du gouvernement, il suffit de maintenir le dernier alinéa de l'article 89 et de supprimer l'article ler du projet.

II.

Il n'y a pas lieu d'apporter à l'article 141 des lois coordonnées la modification prévue par l'article 2 du projet.

En effet, l'article 3 du projet supprime tout doute quant à la légalité d'une émission d'obligations par les sociétés coopératives.

D'autre part, la modification proposée par l'article 2 du projet a pour conséquence de faire intervenir la notion d'obligations dans l'article 141 des lois coordonnées, alors que cette notion ne se trouve pas à sa place en cet endroit.

En effet, aux termes du dernier alinéa de l'article 141, en dehors des parts représentatives d'apports consistant en versements en numéraire ou en apports effectifs, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit.

Cette disposition signifie que, dans la société coopérative, il ne peut exister que des parts représentatives du capital exprimé. Il n'est donc plus possible de créer des parts de fondateur ou des titres bénéficiaires donnant droit à une part dans les bénéfices sociaux, attribués aux fondateurs ou à des sociétaires en complément de rémunération de leurs apports ou pour les récompenser des services rendus à l'occasion de la constitution de la société ou remis aux premiers souscripteurs à titre de prime (Resteau, Traité des sociétés coopératives, n°417). On voit ainsi que l'article 141 des lois coordonnées est totalement étranger à la matière des obligations à émettre par des sociétés coopératives.

Il résulte des considérations qui précèdent que l'article 2 du projet doit être supprimé.

III.

Dans le nouveau paragraphe inséré par le projet dans la section VII des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Etat propose, par souci de technique législative, de reproduire intégralement le texte des articles 84 à 101, avec les modifications qui s'imposent à raison de leur application aux sociétés coopératives.

IV.

Dans les articles 84 à 101 des lois coordonnées, que le projet rend applicables dans leur ensemble aux sociétés coopératives, figurent les mots : "administrateurs" et "conseil d'administration".

Si, dans la société coopérative, la loi donne au mot "gérant" la même signification qu'à celui d'administrateur, les statuts font parfois du gérant et de l'administrateur deux mandataires distincts, ayant des attributions spécia-

D'autre part, s'il y a plusieurs administrateurs, la loi ne dit pas, comme elle le fait pour les sociétés anonymes (art.67 des lois coordonnées), que ces administrateurs forment un collège qui délibère suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes (Ib., n° 329).

Il est certain qu'une transposition s'impose : appliqués aux sociétés coopératives, les mots "administrateurs" et "conseil d'administration" désignent ceux qui ont l'administration et la gestion de ces sociétés, les gérants et les administrateurs.

V.

En ajoutant au 3° de l'article 84 des lois coordonnées les mots : "dans les cas où celle-ci est requise par la loi", le gouvernement n'a pu avoir l'intention de dispenser de la publication de la date les modifications publiées en dehors de toute obligation légale, pas plus qu'il n'a voulu imposer la publication de ce qui ne serait pas requis par la loi.

En conséquence, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'apporter une modification au 3° de l'article 84 des lois coordonnées en vue de le rendre applicable aux sociétés coopératives.

VI.

A l'article 84, 8°,des lois coordonnées, en tant qu'il est rendu applicable aux sociétés coopératives, le Conseil d'Etat propose de substituer aux mots : "ou la mention qu'il n'en a pas encore été approuvé par l'assemblée générale", les mots : "ou la mention que le bilan n'a pas encore été déposé".

Cette modification est nécessaire, en raison de la différence du mode de publicité dans les deux formes de société.

VII.

Aux termes de l'article 89 des lois coordonnées, l'obligation au porteur indique notamment "le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent" (Comp. art.44 des mêmes lois).

Cette disposition n'est pas applicable telle quelle aux sociétés coopératives. En effet, le capital et le personnel de ces sociétés sont essentiellement variables et, en dehors des parts représentatives d'apports consistant en versements en numéraire ou en apports effectifs, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit.

En conséquence, il y a lieu de prévoir dans le texte du projet la modification de la susdite disposition, en tant qu'elle est rendue applicable aux émissions d'obligations des sociétés coopératives.

*
* *

Le 2me alinéa de l'article 89 des lois coordonnées, modifié par la loi du 7 juin 1949, dispose que l'obligation au porteur est signée par deux administrateurs au moins.

Or, la société coopérative peut être gérée par un seul administrateur (art. 146, 3°, des lois coordonnées).

Il y a lieu de modifier le texte en conséquence pour le rendre applicable aux sociétés coopératives.

VIII.

Aux termes de l'article 93, 4°, des lois coordonnées concernant les sociétés anonymes, l'assemblée générale des obligataires a le droit "d'accepter la substitution d'actions aux créances des obligataires ".

Aux termes de l'article 94, alinéa 12, des mêmes lois, les décisions prises dans ce cas ne "sont valables que si le capital social est entièrement appelé", et, d'après l'alinéa 13 du même article, "à moins que les actionnaires n'aient antérieurement donné leur consentement au sujet de la substitution d'actions aux obligations, les décisions de l'assemblée des obligataires n'auront d'effet à cet égard que si elles sont acceptées, dans le délai de trois mois, par les actionnaires délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts ".

Les dispositions qui précèdent ne sont pas, dans leur ensemble, applicables telles quelles aux sociétés coopératives, à raison des règles particulières qui régissent ces sociétés de personnes et les différencient des sociétés anonymes.

Dans une société anonyme, la substitution dont il est question à l'article 93, 4°, peut avoir notamment pour objet soit des actions de la société débitrice, soit des actions d'une autre société détenues en portefeuille par la société débitrice.

Dans le premier cas, la substitution entraînera normalement une augmentation de capital, ce qui explique que les actionnaires délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts des sociétés anonymes doivent intervenir pour autoriser la substitution.

Dans une société coopérative, par contre, où il n'existe que des parts représentées par des titres nominatifs, le personnel et le capital sont variables, l'acte constitutif ne doit indiquer que le minimum du fonds social et

l'assemblée, en cas de silence des statuts, ne peut modifier ceux-ci que du consentement unanime des associés.

Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu de prévoir dans le texte du projet la modification des dispositions rappelées plus haut, en tant qu'elles sont rendues applicables aux émissions d'obligations des sociétés coopératives.

IX.

En vue de rendre l'article 100, dernier alinéa, des lois coordonnées applicable aux sociétés coopératives, le Conseil d'Etat propose de substituer aux mots "capital social versé", les mots "minimum du fonds social versé".

X.

En ce qui concerne les dispositions pénales prévues à l'article 4 du projet, le Conseil d'Etat propose d'apporter également des modifications aux articles 201, 1° et 3°, et 204, 1°.

D'autre part, l'article 201, 5°, doit mentionner les gérants.

XI.

En ce qui concerne l'article 5 du projet, il convient par souci de concordance, de modifier le dernier alinéa de l'article 34 de l'arrêté royal du 9 juillet 1935.

*

* *

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme et de présentation dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé :

PROJET DE LOI RELATIF A L'EMISSION D'OBLIGATIONS DE SOCIETES COOPERATIVES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Finances et le Ministre de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Chapitre 1er.- Modifications aux lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935.

Article 1er.-

Il est inséré dans la section VII des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, un § 4 comportant les articles 164 bis à 164[20] rédigés de la manière suivante :

./...

" § 4. De l'émission des obligations.

Article 164 bis. L'émission publique ainsi que l'exposition, l'offre et la vente publiques d'obligations doivent être précédées de la publication, aux annexes du Moniteur, d'une notice datée et signée par les gérants et administrateurs de la société ou par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires :

1° l'objet de la société;

2° sa durée;

3° la date de l'acte de société, celles de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;

4° le montant minimum du fonds social et éventuellement la partie non libérée de ce montant;

5° la désignation des gérants, administrateurs et commissaires;

6° les charges hypothécaires grevant les biens ou les droits immobiliers qui appartiennent à la société ainsi que le montant des obligations déjà émises par la société, avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations;

7° le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre, l'intérêt à payer pour chacun d'elles, l'époque et les conditions du remboursement;

8° le dernier bilan et le dernier compte des profits et pertes ou la mention que le bilan n'a pas encor été déposé.

La publication doit avoir lieu dix jours francs au moins avant l'émission, l'exposition, l'offre ou la vente publiques.

Article 164^3. (Reproduire le texte de l'article 85 des lois coordonnées).

./..

Article 164[4]. Tous ceux qui ont contrevenu aux dispositions des articles 164 bis et 164[3] sont solidairement responsables du préjudice résultant de leur faute.

Article 164[5]. Toute inscription d'obligations à la cote officielle d'une bourse de commerce doit être précédée de la publication prescrite par l'article 164 bis.

Cette publication doit être faite par celui qui requiert l'inscription.

Le renouvellement de cette formalité n'est pas requis lorsqu'elle a déjà été accomplie dans les trois mois qui précèdent la demande d'admission des obligations à la cote officielle.

Article 164[6]. (Reproduire le texte de l'article 88 des lois coordonnées).

Article 164[7]. (Reproduire l'article 89 des lois coordonnées, sous réserve des modifications suivantes :

a) Rédiger le 2me alinéa comme suit :

"L'obligation au porteur porte la signature d'un gérant ou d'un administrateur au moins; les signatures peuvent être remplacées par des griffes.".

b) En ce qui concerne la modification du passage : "Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent", voir l'observation formulée plus haut sous VII.

c) Rédiger l'avant-dernier alinéa comme suit :

"Les obligations hypothécaires portent l'indication de l'acte constitutif d'hypothèque et mentionnent la date de l'inscription, le rang de l'hypothèque et la disposition du dernier alinéa de l'article 164[15].").

Article 164[8]. Les porteurs d'obligations peuvent, quinze jours avant l'assemblée générale, prendre connaissance au siège social :

1° du bilan et du compte des profits et pertes;
2° de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
3° de la liste des associés qui n'ont pas libéré leurs parts, avec l'indication du nombre de celles-ci et celle de leur domicile;
4° du rapport des commissaires.

Ils peuvent assister aux assemblées générales, mais avec voix consultative seulement.

Article 164[9]. Les gérants, administrateurs et commissaires peuvent convoquer les porteurs d'obligations en assemblée générale.

Ils doivent convoquer cette assemblée sur la demande d'obligataires représentant le cinquième du montant des titres en circulation.

Article 164[10]. (Reproduire l'article 92 des lois coordonnées).

Article 164[11]. (Reproduire l'article 93 des lois coordonnées, sous réserve de la modification du 4°, conformément à l'observation formulée plus haut sous VIII).

Article 164[12]. (Reproduire l'article 94 des lois coordonnées, sous réserve des modifications suivantes :

a) Rédiger comme suit l'alinéa 6 :

"L'homologation est sollicitée par voie de requête, à la diligence des gérants et administrateurs ou de tout obligataire intéressé.".

b) En ce qui concerne la modification des alinéas 12 et 13, voir l'observation formulée plus haut sous VIII.

c) Rédiger comme suit le dernier alinéa :
"Les décisions prises sont publiées, dans la quinzaine, à la diligence des gérants et administrateurs, aux annexes du Moniteur".).

Article 164^{13}. (Reproduire l'article 95 des lois coordonnées).

Article 164^{14}. (Reproduire l'article 96 des lois coordonnées).

Article 164^{15}. (Reproduire l'article 97 des lois coordonnées en rédigeant le dernier alinéa comme suit :
"L'inscription doit être renouvelée, à la diligence et sous la responsabilité des gérants et administrateurs, avant l'expiration de la quatorzième année. A défaut de renouvellement par la société, tout obligataire a le droit de renouveler l'inscription.").

Article 164^{16}. L'inscription est rayée ou réduite du consentement des obligataires réunis en assemblée générale, conformément à l'article 164^{11}.

La demande en radiation ou en réduction, par action principale, est poursuivie contre la masse des obligataires représentée par un mandataire désigné conformément au n°6 de l'article 164^{11}. Faute par l'assemblée générale des obligataires, dûment convoquée, de désigner ce mandataire, le président du tribunal civil de l'arrondissement où se trouve le siège social désigne, à la requête de la société, un représentant des obligataires.

La société débitrice d'obligations appelées au remboursement total ou partiel et dont le porteur ne s'est pas présenté dans l'année qui suivra la date fixée pour le

payement, est autorisée à consigner les sommes dues. La consignation aura lieu à l'agence de la Caisse des dépôts et consignations de l'arrondissement où se trouve le siège social.

Article 164[17]. (Reproduire l'article 99 des lois coordonnées)

Article 164[18]. Les sociétés coopératives ne peuvent émettre d'obligations remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission, qu'à la condition que les obligations rapportent 3 p.c. d'intérêt au moins; que toutes soient remboursables par la même somme et que le montant de l'annuité comprenant l'amortissement et les intérêts soit le même pendant toute la durée de l'emprunt.

Le montant de ces obligations ne peut, en aucun cas, être supérieur au minimum du fonds social versé.

Article 164[19]. (Reproduire l'article 101 des lois coordonnées)

Article 164[20]. Sans préjudice des dispositions de l'article 161, le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication, par extrait ou en entier, des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société, conformément au mode déterminé par l'article 10 et par les soins des gérants et administrateurs de toute société coopérative ayant procédé à une émission d'obligations.

A la suite du bilan, sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des gérants, administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.".

Article 2.-

L'article 201, 1°, 3°, 4° et 5°, est remplacé par les dispositions suivantes :

" 1° Ceux qui n'ont pas publié la notice exigée par les articles 36, 40, 84, 87, 164 bis, 164^{5} et 199;

3° Ceux qui n'ont pas fait les énonciations requises par les articles 7, alinéa b, 29, 30, 32, 34, 36, 37, 40, 84, 85, 87, 120, 121, 122, 164 bis, 164^{3}, 164^{5} et 199, dans les actes, projets d'actes de sociétés ou notices publiés au Moniteur, dans les procurations, souscriptions, prospectus, circulaires adressées au public, dans les affiches et insertions publiées par les journaux;

4° Les gérants ou administrateurs qui n'ont pas fait publier ou qui n'ont pas déposé le bilan et le compte des profits et pertes, conformément aux articles 80, 137, 161 et 164^{20};

5° Les gérants, administrateurs, commissaires ou liquidateurs qui auront négligé de convoquer, dans les trois semaines de la réquisition qui leur en aura été faite, l'assemblée générale prévue par les articles 73, alinéa 2, 91 et 164^{9}.".

Article 3.-

L'article 204, 1° et 2°, est remplacé par les dispositions suivantes :

"1° Les gérants ou administrateurs qui ont frauduleusement donné des indications inexactes dans l'état des obligations en circulation visé aux articles 94 et 164^{12};

2° Les gérants ou administrateurs qui, dans un but frauduleux n'ont pas fait publier ou n'ont pas déposé le bilan et le compte des profits et pertes, conformément aux articles 80, 161 et 164^{20}.".

Chapitre II. Modifications à l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Article 4.-

L'article 27, 1°, de l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935 est remplacé par la disposition suivante :

"1° Les indications prescrites par les articles 36, 84 et 164 bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.".

Article 5.-

L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Toute société par actions ou coopérative qui se livre habituellement à des expositions, offres ou ventes publiques de titres et valeurs, communique annuellement à la Commission bancaire, dans les quinze jours de l'approbation du bilan, la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent son portefeuille.".

Article 6.-

L'article 34, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux ventes publiques visées par les articles 39, 88 et 164^{6} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.".

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

I.

Volgens de memorie van toelichting zou artikel 1 van het ontwerp enkel een vormwijziging brengen aan het bepaalde in artikel 89, laatste lid, van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

In werkelijkheid is de wijziging veel grondiger.

Artikel 87 van de wet van 1913 bepaalde dat een register voor de obligatiën op naam ten zetel van de vennootschap wordt gehouden en dat de bepalingen van de artikelen 43 en 45 betreffende eigendom en afstand der aandelen, hetzij op naam, hetzij aan toonder, op de obligatiën van toepassing zijn.

De tekst van dit artikel 87 (thans artikel 89 van de samengeordende wetten) stemt niet overeen met die, welke aanvankelijk door de regering was voorgesteld en die door de Senaatscommissie en door de Senaat zelf bij de eerste stemming was goedgekeurd. Deze laatste tekst zegde dat de bepalingen van de artikelen 42, 43 en 45 der wet, betreffende eigendom en afstand der aandelen, hetzij op naam, hetzij aan toonder, op de obligatiën van toepassing zijn. De wijziging heeft dus bestaan in het schrappen van het cijfer "42" en in de toevoeging van de eerste woorden waaruit dit artikel bestaat: "Een register voor de obligatiën op naam wordt ten zetel van de vennootschap gehouden ".

Gevolg van die wijziging is, dat de wet het aan de vennootschappen overlaat te oordelen over de wijze waarop zij hun register van obligatiën op naam zullen houden en dat, bovendien, het register der obligatiën op naam niet ter beschikking moet staan hetzij van de obligatiehouders, hetzij van de aandeelhouders, die geen inzage er van kunnen krijgen (Rép. prat Dr.b., V° Sociétés anonymes, nrs 2050 en 2051; Resteau, Sociétés anonymes, dl III, nr 1601).

.../...

Daar artikel 42 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen niet op de obligatiën van toepassing is (Rép.pratDr. b., loc. cit.,nrs 2076 en 2079),volgt daaruit eveneens dat de naamloze vennootschap niet gehouden is het converteren van obligatiën aan toonder in obligatiën op naam te vermelden in het register, ofschoon die vermelding volstrekt noodzakelijk lijkt om alle moeilijkheden te voorkomen. Aangezien de wet niet eist dat de conversie wordt vermeld, eist zij a fortiori evenmin dat de datum van de conversie wordt opgegeven (Resteau, loc. cit., nr 1629).

Uit bovenstaande beschouwingen volgt dat artikel 1 van het ontwerp wijziging brengt aan het regime dat thans voor de naamloze vennootschappen geldt, aangezien daardoor artikel 42 van de samengeordende wetten toepasselijk werd gemaakt op de obligatiën, terwijl de rechtsleer het voordien niet als zodanig beschouwde.

Om dit gevolg, dat niet in de lijn van de bedoelingen der regering ligt, te vermijden, is het voldoende het laatste lid van artikel 89 in stand te houden en artikel 1 van het ontwerp te laten vallen.

II.

Er is geen reden om aan artikel 141 van de samengeordende wetten de wijziging te brengen die in artikel 2 van het ontwerp is bepaald.

Artikel 3 van het ontwerp neemt immers alle twijfel weg over de wettelijkheid van een uitgifte van obligatiën door de samenwerkende vennootschappen.

Anderdeels heeft de bij artikel 2 van het ontwerp voorgestelde wijziging tot gevolg dat het begrip "obligatiën" in artikel 141 der samengeordende wetten wordt binnengebracht, dan wanneer dit begrip daar niet thuishoort.

.../...

Luidens het laatste lid van artikel 141 mag immers, behalve de deelbewijzen, die inbrengen vertegenwoordigen bestaande uit stortingen in baar geld of uit werkelijke inbrengen, geen enkele andere soort titels worden uitgegeven onder om het even welke benaming.

Die bepaling betekent dat in de samenwerkende vennootschap enkel aandelen mogen bestaan die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen. Het is dus niet langer mogelijk oprichtersaandelen of winsteffekten te creëren, welke recht geven op een deel van de vennootschappelijke winst, toegekend aan de stichters of vennoten als aanvullende bezoldiging voor hun inbrengen of als beloning voor diensten bij de oprichting der vennootschap bewezen, of bij wijze van premie overhandigd aan de eerste inschrijvers (Resteau, Traité des sociétés coopératives, nr 147). Zo ziet men dat artikel 141 van de samengeordende wetten volstrekt geen uitstaans heeft met de aangelegenheid van de door de samenwerkende vennootschappen uit te geven obligaties.

Uit bovenstaande overwegingen volgt dat artikel 2 van het ontwerp moet worden geschrapt.

III.

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek, acht de Raad van State het verkieslijk in de nieuwe paragraaf, door het ontwerp ingevoegd in afdeling VII van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, integraal de tekst van de artikelen 84 tot 101 over te nemen, met de wijzigingen die nodig zijn om die artikelen op de samenwerkende vennootschappen toe te passen.

.../...

IV.

In de artikelen 84 tot 101 van de samengeordende wetten door het ontwerp in hun geheel op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk gemaakt, komen de woorden "beheerders" en "raad van beheer" voor.

Terwijl, in de samenwerkende vennootschap, de wet aan het woord "zaakvoerder" dezelfde betekenis hecht als aan het woord "beheerder", beschouwen de statuten soms de zaakvoerder en de beheerder als twee afzonderlijke gevolmachtigden, elk met hun eigen bevoegdheid (Rép. prat. Dr. b. V° Sociétés coopératives, nr 350).

Waar er, anderzijds, verschillende beheerders zijn, zegt de wet niet, zoals zij het voor de naamloze vennootschappen doet (art. 67 van de samengeordende wetten) dat die beheerders een college vormen dat beraadslaagt volgens de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen (Ib. nr 329).

Het staat vast dat een transpositie noodzakelijk is: toegepast op de samenwerkende vennootschappen slaan de woorden "beheerders" en "raad van beheer" op degenen die met het bestuur en het beheer van die vennootschappen belast zijn, de zaakvoerders en de beheerders.

V.

Door aan het 3° van artikel 84 der samengeordende wetten de woorden toe te voegen: "in het geval dat die bekendmaking door de wet vereist is", kan de regering niet de bedoeling gehad hebben de wijzigingen, die zonder wettelijke verplichting bekendgemaakt worden, van de bekendmaking van de datum te ontslaan, evenmin als zij de bekendmaking van wat niet door de wet is vereist heeft willen opleggen.

.../...

Derhalve is de Raad van State van advies dat het 3° van artikel 84 van de samengeordende wetten niet hoeft gewijzigd te worden om het op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk te maken.

VI.

In artikel 84, 8°, van de samengeordende wetten, voor zover het toepasselijk gemaakt wordt op de samenwerkende vennootschappen, stelt de Raad van State voor de woorden:"of de vermelding dat er nog gene door de algemene vergadering werd goedgekeurd" te vervangen door de woorden: "of de vermeldin dat de balans nog niet werd neergelegd".

Die wijziging is noodzakelijk wegens het verschil in de wijze van openbaarmaking bij de twee vormen van vennootschap.

VII.

Luidens artikel 89 van de samengeordende wetten vermeld de obligatie aan toonder onder meer "het getal en de aard van elke soort aandelen, alsmede de nominale waarde der titels of het maatschappelijk aandeel dat zij vertegenwoordigen" (Vgl. art. 44 van dezelfde wetten).

Deze bepaling is niet <u>als zodanig</u> op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk. Het kapitaal en het personeel van die vennootschappen zijn immers in wezen veranderlijk en, behalve de deelbewijzen die inbrengen vertegenwoordigen bestaande uit stortingen in baar geld of uit werkelijke inbrengen, mag geen enkele andere soort titels worden uitgegeven onder om het even welke benaming.

.../...

Derhalve moet in de tekst van het ontwerp een wijziging aangebracht worden in bovengenoemde bepaling, voor zover zij toepasselijk gemaakt wordt op de uitgifte van obligaties van de samenwerkende vennootschappen.

*
* *

Het tweede lid van artikel 89 der samengeordende wetten zoals het bij de wet van 7 Juni 1949 is gewijzigd, bepaalt dat de obligatie aan toonder door ten minste twee beheerders wordt ondertekend.

De samenwerkende vennootschap kan echter door een enkel beheerder beheerd worden (art. 146, 3°, van de samengeordende wetten).

Om de tekst op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk te maken, dient hij dus dienovereenkomstig gewijzigd.

VIII.

Luidens artikel 93, 4°, van de samengeordende wetten, met betrekking tot de naamloze vennootschappen, heeft de algemene vergadering der obligatiehouders het recht "toe te staan dat aandelen in de plaats van de schuldvorderingen der obligatiehouders gesteld worden".

Luidens artikel 94, lid 12, van dezelfde wetten, gelden de beslissingen, genomen in die gevallen "alleen indien het maatschappelijk kapitaal geheel wordt ingevorderd" en, volgens het volgende lid van hetzelfde artikel, "tenzij de aandeelhouders vroeger hun toestemming hebben gegeven tot

.../...

vervanging van de obligatiën door aandelen, blijven de beslissingen van de vergadering der obligatiehouders in deze zonder uitwerking, wanneer zij niet binnen drie maanden worden aangenomen door de aandeelhouders, beraadslagende volgens de voorschriften bepaald voor de wijzigingen in de statuten".

Bovenstaande bepalingen zijn in hun geheel niet als zodanig op de samenwerkende vennootschappen toepasselijk, want er bestaan afzonderlijke regelen voor die personenvennootschappen, waardoor deze van de naamloze vennootschappen onderscheiden zijn.

In een naamloze vennootschap kan de vervanging waarvan sprake in artikel 93, 4°, onder meer tot voorwerp hebben hetzij aandelen van de debiteurvennootschap, hetzij aandelen van een andere vennootschap, die door de debiteurvennootschap in portefeuille gehouden worden.

In het eerste geval zal de vervanging normaal een kapitaalsverhoging tot gevolg hebben, wat verklaart dat de aandeelhouders, die beraadslagen in de vormen voorgeschreven voor de wijzigingen aan de statuten der naamloze vennootschappen, moeten optreden om de vervanging toe te staan.

In een samenwerkende vennootschap, daarentegen, waar alleen aandelen bestaan die door titels op naam worden vertegenwoordigd, zijn het personeel en het kapitaal veranderlijk, moet de oprichtingsakte slechts het minimum van het maatschappelijk fonds vermelden en mag de vergadering, ingeval de statuten zich niet uitspreken, deze laatste slechts wijzigen met eenparige instemming van de vennoten.

Uit het bovenstaande volgt dat in de tekst van het ontwerp een wijziging moet worden aangebracht in de boven aangehaalde bepalingen, voor zover zij toepasselijk worden gemaakt op de uitgifte van obligatiën van de samenwerkende vennootschappen.

.../...

IX.

Ten einde artikel 100, laatste lid, van de samengeordende wetten toepasselijk te maken op de samenwerkende vennootschappen, stelt de Raad van State voor de woorden "het gestorte maatschappelijk kapitaal" te vervangen door "het minimu gestorte maatschappelijk kapitaal".

X.

Wat de strafbepalingen in artikel 4 van het ontwerp betreft, stelt de Raad van State eveneens wijzigingen voor in artikel 201, 1° en 3°, en in artikel 204, 1°.

Voorts moeten in artikel 201, 5°, de zaakvoerders worden vermeld.

XI.

Wat artikel 5 van het ontwerp betreft, moet, met het oog op de overeenstemming, artikel 34, laatste lid, van het koninklijk besluit van 9 Juli 1935 worden gewijzigd.

*
* *

Voor het overige behoeven alleen vorm en inkleding van het ontwerp enige wijzigingen, die in de hierna voorgestelde tekst zijn aangebracht :

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE UITGIFTE VAN OBLIGATIEN VAN SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Financiën en de Minister van Justitie worden er mede belast in Onze naam bij de wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- Wijzigingen aan de wetten op de handelsvennootschappen, samengeschakeld bij het koninklijk besluit van 30 November 1935.

Artikel 1.-

In sectie VII der wetten op de handelsvennootschappen, samengeschakeld bij het koninklijk besluit van 30 November 1935, wordt een § 4 ingevoegd, omvattend de artikelen 164 bis tot 164^{20} die luiden als volgt :

" § 4. Van de uitgifte der obligatiën.

.../...

Artikel 164 bis.- Aan de openbare uitgifte alsmede aan het openbaar ten toon leggen, aanbieden en verkopen van obligatiën, moet voorafgaan de bekendmaking, in de bijlagen van het Staatsblad, van een gedagtekende nota, ondertekend door de zaakvoerders en de beheerders der vennootschap of door de verkopers en aanduidende behalve de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der ondertekenaars :

1° het doel der vennootschap;
2° haar duur;
3° de dagtekening der akte van vennootschap, die van alle akten waarbij wijzigingen in de statuten werden gebracht, en de dagtekeningen van haar bekendmaking;
4° het minimumbedrag van het maatschappelijk fonds en eventueel het niet volgestort gedeelte van dit bedrag;
5° de aanwijzing der zaakvoerders, beheerders en commissarissen;
6° de hypothecaire lasten waarmede zijn bezwaard de onroerende goederen of rechten aan de vennootschap toebehorende, alsmede het bedrag van de door de vennootschap reeds uitgegeven obligatiën, met opsomming van de voorwaarden aan deze obligatiën verbonden;
7° het getal en de nominale waarde van de uit te geven of te verkopen obligatiën, de interest die voor elk harer moet betaald worden, het tijdstip en de voorwaarden waarop de aflossing zal geschieden;
8° de laatste balans en de laatste winst- en verliesrekening of de vermelding dat de balans nog niet werd neergelegd.

De bekendmaking moet plaats hebben ten minste tien volle dagen vóór de openbare uitgifte, het openbaar ten toon leggen, aanbieden of verkopen.

.../...

Artikel 164^3.- (Tekst van artikel 85 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^4.- Al degenen, die de bepalingen van de artikelen 164 bis en 164^3 overtreden, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de schade voortspruitende uit hun schuld.

Artikel 164^5.- Aan elke opneming van obligatiën in de officiële notering ener handelsbeurs moet voorafgaan de bekendmaking voorgeschreven bij artikel 164 bis.

Deze bekendmaking moet worden gedaan door hem die de opneming aanvraagt.

De vernieuwing van deze formaliteit wordt niet vereist wanneer zij reeds is geschied binnen de drie maanden welke voorafgaan aan de vraag tot opname der obligatiën in de officiële notering.

Artikel 164^6.-(Tekst van artikel 88 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^7.-(Tekst van artikel 89 der samengeschakelde wetten, behoudens de onderstaande wijzigingen :

a) Het tweede lid als volgt stellen :

" De obligatie aan toonder wordt ondertekend door ten minste een zaakvoerder of een beheerder; de handtekeningen mogen door een naamstempel worden vervangen.".

b) Wat betreft de wijziging van de passus :

" Het getal en de aard van elke soort aandelen, alsmede de nominale waarde der titels of het maatschappelijk aandeel dat zij vertegenwoordigen", zie de opmerking hierboven onder VII.

.../...

c) Het voorlaatste lid als volgt stellen :

" In de hypothecaire obligatiën wordt de akte tot vestiging van hypotheek aangeduid en worden de dagtekening der inschrijving en de rang der hypotheek vermeld, alsmede de bepaling van het laatste lid van artikel 164^{15}.").

Artikel 164^{8}.- De houders van obligatiën mogen, vijftien dagen voor de algemene vergadering, ten zetel van de vennootschap inzage nemen :

1° van de balans en van de winst- en verliesrekening;
2° van de lijst der openbare fondsen, aandelen, obligatiën en andere titels van vennootschappen die de portefeuille uitmaken;
3° van de lijst der aandeelhouders die hun aandelen niet hebben volgestort, met aanduiding van het getal hunner aandelen en van hun woonplaats;
4° van het verslag der commissarissen.

Zij mogen de algemene vergadering bijwonen, doch slechts met raadgevende stem.

Artikel 164^{9}.- De zaakvoerders, beheerders en commissarissen kunnen de houders van obligatiën oproepen tot een algemene vergadering.

Zij moeten deze algemene vergadering bijeenroepen op aanvraag van obligatiehouders, vertegenwoordigende een vijfde van het bedrag der in omloop zijnde titels.

Artikel 164^{10}.- (Tekst van artikel 92 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^{11}.- (Tekst van artikel 93 der samengeschakelde wetten, behoudens de wijziging van het 4°, overeenkomstig de opmerking hierboven onder VIII).

.../...

Artikel 164^{12}.- (Tekst van artikel 94 der samengeschakelde wetten, behoudens de onderstaande wijzigingen :

a) Lid 6 stellen als volgt :

" De bekrachtiging wordt bij verzoekschrift aangevraagd, ter benaarstiging van de zaakvoerders en de beheerders of van elk belanghebbend obligatiehouder.".

b) Wat betreft de wijziging in lid 12 en lid 13, zie de opmerking hierboven onder VIII.

c) Het laatste lid stellen als volgt :

" De genomen beslissingen worden, binnen vijftien dagen, op aanzoek van de zaakvoerders en de beheerders, bekendgemaakt in de bijlagen van het Staatsblad.").

Artikel 164^{13}.- (Tekst van artikel 95 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^{14}.- (Tekst van artikel 96 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^{15}.- (Tekst van artikel 97 der samengeschakelde wetten, mits het laatste lid als volgt te stellen :

" De inschrijving moet op aanzoek en onder verantwoordelijkheid van de zaakvoerders en de beheerders worden vernieuwd vóór het einde van het veertiende jaar. Wordt de vernieuwing niet gedaan door de vennootschap, dan heeft ieder obligatiehouder het recht de inschrijving te vernieuwen.").

Artikel 164^{16}.- De inschrijving wordt doorgehaald of verminderd met toestemming van de obligatiehouders, in algemene vergadering verenigd, overeenkomstig artikel 164^{11}.

De eis tot doorhaling of vermindering, bij hoofdvordering, wordt vervolgd op de gezamenlijke obligatiehouders, ver-

.../...

tegenwoordigd door een gevolmachtigde aangewezen overeenkomstig nr 6 van artikel 164[11]. Werd deze gevolmachtigde niet aangewezen door de, behoorlijk samengeroepen, algemene vergadering der obligatiehouders, dan wordt een vertegenwoordiger der obligatiehouders, op verzoek der vennootschap, aangewezen door de voorzitter der burgerlijke rechtbank van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft.

De vennootschap, die obligatiën is verschuldigd, welke ter gehele of gedeeltelijke terugbetaling zijn aangewezen en waarvan de houder zich niet heeft aangemeld binnen het jaar volgende op de voor de betaling bepaalde dag, is bevoegd de verschuldigde sommen in gerechtelijke bewaring te geven. De inbewaargeving geschiedt in het agentschap van de kas voor neerleggingen en inbewaargevingen van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft.

Artikel 164[17].- (Tekst van artikel 99 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164[18].- De samenwerkende vennootschappen mogen geen obligatiën uitgeven, terugbetaalbaar bij aanwijzing van het lot, tegen een hoger bedrag dan de prijs van uitgifte, tenzij onder voorwaarde dat de obligatiën ten minste 3 t.h. interest opbrengen; dat alle door dezelfde som terugbetaalbaar zijn en dat het beloop der annuïteit, bevattende aflossing en interesten, gedurende gans de duur van de lening dezelfde zij.

Het bedrag van deze obligatiën mag, in geen geval, het minimum gestorte maatschappelijk fonds te boven gaan.

.../...

Artikel 164^{19}.- (Tekst van artikel 101 der samengeschakelde wetten).

Artikel 164^{20}.- Onverminderd de bepalingen van artikel 161, moeten de balans en de winst- en verliesrekening, waaraan voorafgaat de vermelding van de dag der bekendmaking, bij uittreksel of volledig, van de akten tot oprichting der vennootschap, binnen de vijftien dagen na hun goedkeuring worden bekendgemaakt op de kosten van de vennootschap, overeenkomstig de in artikel 10 bepaalde wijze en door de zorgen van de beheerders en zaakvoerders van iedere samenwerkende vennootschap die tot een uitgifte van obligatiën is overgegaan.

De namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de in bediening zijnde zaakvoerders, beheerders en commissarissen worden achteraan op de balans bekendgemaakt, alsmede een tabel aanwijzende het gebruik en de verdeling van de zuivere winsten, overeenkomstig de beslissingen van de algemene vergadering.".

Artikel 2.-

Artikel 201, 1°, 3°, 4° en 5°, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" 1° Zij, die de nota vereist bij de artikelen 36, 40, 84, 87, 164 bis, 164^{5} en 199 niet hebben bekendgemaakt;

3° Zij, die de verminderingen voorgeschreven bij de artikelen 7, lid b, 29, 30, 32, 34, 36, 37, 40, 84, 85, 87, 120, 121, 122, 164 bis, 164^{3}, 164^{5} en 199 niet hebben gedaan in de akten, ontwerpen van akten van vennootschap of nota's door het Staatsblad bekendgemaakt, in de volmachten, inschrijvingen, prospectussen, omzendbrieven tot het publiek gericht, in de plakbrieven en aankondigingen door de dagbladen bekendgemaakt;

.../...

" 4° De zaakvoerders of beheerders die de balans en de winst- en verliesrekening niet hebben doen bekendmaken of niet hebben neergelegd overeenkomstig de artikelen 80, 137, 161 en 164[20];

5° De zaakvoerders, de beheerders, de commissarissen of de vereffenaars die hebben verzuimd de algemene vergadering, voorzien bij de artikelen 73, tweede lid, 91 en 164[9], op te roepen binnen drie weken na het hun gedane aanzoek.".

Artikel 3.-

Artikel 204, 1° en 2°, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"1° De zaakvoerders of beheerders die, in de bij de artikelen 94 en 164[12] bedoelde staat van de in omloop zijnde obligatiën, bedrieglijk onnauwkeurige opgave deden ;

2° De zaakvoerders of beheerders die, met een bedrieglijk oogmerk, de balans en de winst- en verliesrekening niet hebben doen bekendmaken of niet hebben neergelegd, overeenkomstig de artikelen 80, 161 en 164[20].".

HOOFDSTUK II.- Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr 185 van 9 Juli 1935 op de bankcontrôle en het uitgifte-regime voor effecten en waarden.

Artikel 4.-

Artikel 27, 1°, van het koninklijk besluit nr 185 van 9 Juli 1935 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De aanduidingen voorgeschreven bij de artikelen 36, 84 en 164 bis der samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen.".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Iedere vennootschap op aandelen of iedere samenwerkende vennootschap die effecten en waarden gewoonlijk openbaar tekoopstelt, tekoopbiedt of verkoopt, legt jaarlijks aan de Bankcommissie, binnen vijftien dagen na de goedkeuring van de balans, de lijst voor der openbare fondsen, der aandelen, obligatiën en andere effecten van vennootschap die haar portefeuille uitmaken.".

Artikel 6.-

Artikel 34, lid 3, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De bepalingen van deze titel zijn niet toepasselijk op de openbare verkopingen, bedoeld bij de artikelen 39, 88 en 164^{6} van de samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen.".

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Ministe
de la Justice.
van Justitie.

Le février 1950.

De Februari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van Stat

K.MEES.